



Il faut bien faire quelque chose ?

Le collège notamment, a connu en trente ans un processus d'évolution jusqu'au collège «unique». Une massification aux effets indéniables (en 1980, 58% des enfants d'ouvriers accédaient en classe de 3ème ; en 1999 ils sont 89%) souvent portée par les seuls enseignants. Mais cela ne saurait disculper d'analyser les raisons qui conduisent le système à plafonner depuis le milieu des années 1990. Il y a une baisse significative des résultats des élèves les plus en difficulté et les inégalités entre les plus en réussite et les plus faibles s'amplifient. Une démocratisation en panne, mais qui ne doit ni nous culpabiliser, ni nous empêcher de poser les questions qui dérangent !

Le collège ne reste-t-il pas une caisse de résonance des inégalités sociales ?

Dans un contexte social marqué par un chômage dramatiquement important (5 millions), le développement de la précarité et de la pauvreté (6 millions de travailleurs pauvres), subsiste une très forte corrélation entre le milieu socioculturel d'origine et les résultats scolaires. Construites très tôt, les inégalités sociales face à l'école sont déjà marquées à l'entrée au collège où elles s'accroissent.

- plus de 50% des enfants dont le père n'a aucun diplôme, a déjà redoublé au moins une fois à l'entrée en 3ème (14% en cas de père ayant le bac),
- 84% des élèves des sections pour jeunes en difficultés, au collège, sont issus des catégories sociales défavorisées,
- écarts de niveaux considérables entre les catégories sociales (16,4 points/100 en math, 13,8 points/100 en français, entre les enfants d'ouvriers et les enfants de cadres supérieurs).

Le détournement du «Tous éducatibles »

La réforme du collège est présentée comme «la mise en œuvre de la volonté du législateur exprimée dans la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École». Il est exact que la loi du 8 juillet 2013 (loi Peillon) marque une rupture par rapport à la loi précédente (loi Fillon), en affirmant que «tous les enfants partagent la capacité d'apprendre et de progresser». Au plan politique, l'introduction de cette dimension est à mettre au crédit de l'influence de la FSU et de ses syndicats qui ont fait du «Tous éducatibles» le cœur de leur orientation syndicale. Entendus par le ministre Peillon, le SNEP et le SNES sont aujourd'hui ignorés par le ministre Vallaud-Belkacem qui leur dénie le droit d'être en désaccord sur la réforme du collège, et qui prétend être détenteur de la seule vraie et bonne conception de la réussite scolaire !